



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 14/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LABORATOIRE OXENA**

Rue Marc Seguin ZI La Motte  
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20241223-RAP-DAEN1245  
Code AIOT : 0006102660

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement LABORATOIRE OXENA implanté Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRE OXENA
- Rue Marc Seguin ZI La Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site classé SEVESO seuil haut est spécialisé dans la formulation de produits biocides, principalement à base d'eau de Javel.

L'ensemble des installations extérieures a été inspecté.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC3_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
NC3_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment « produits finis »	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC1_2023 – Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC2_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC3_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC6_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC7_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC8_2023 – Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
NC2_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, produits chimiques	1 mois
NC2_2024 – Rejets aqueux bassin Sud	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
NC3_2024 – Rétention non étanche zone Ouest	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
NC4_2024 – Quai de chargement camions non étanche	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
NC5_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
NC6_2024 – Étanchéité tuyauterie poste dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15/02/2025
NC7_2024 – Débordement cuves d'eau osmosée	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	28/02/2025
NC1_2024bis – Côte NGF des ouvrages de surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
NC2_2024bis – Pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	28/02/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
NCM1-2023 – Conformité à l'EDD	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2	Mise en demeure en 2023 Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC4_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC5_2023 – POI	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC4_2023bis – Rétention avec eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
NC1_2024 – Stockage	Arrêté Préfectoral du	Avec suites, Demande de justificatif à

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
d'emballages plastique hors zone	25/02/2022, article 9.3	l'exploitant, Demande d'action corrective

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'opération interne n'est pas conforme et n'est pas opérationnel. Les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident ne sont pas cadrés correctement. Un exercice a toutefois été mené.

L'état des stocks n'est toujours pas correct et synthétique malgré les demandes répétées depuis plus d'un an.

Le bâtiment Nord de stockage de produits finis comporte des stockages de produits finis (palettes de petits contenants d'eau de Javel) bien que le bâtiment n'est pas terminé. La mise en demeure du 10/05/2023 est respectée sur ce point.

Cependant, il était prévu dans le dossier de demande d'autorisation que le bâtiment Nord forme rétention, ce qui n'est pas le cas.

De plus, deux zones où les travaux ne sont pas achevés sont exploitées avec présence de produits chimiques et risque de pollution des sols associés (zone Nord-Ouest extérieure et zone de quais existants).

L'exploitant n'a pas fait attester de l'étanchéité du bassin Sud et aucune procédure de vidange n'a été mise en place. L'inspection a des doutes sur l'étanchéité du bassin. L'inspection rappelle que ce bassin est l'ultime rempart contre une pollution sur le site est cas d'épandage important. Une attention toute particulière doit y être portée.

Enfin, une pollution des eaux souterraines au droit du puits P1 est identifiée depuis septembre et plus particulièrement en novembre 2024. L'inspection n'a pas été tenue informée de cette pollution et du plan d'actions associé.

Des améliorations sont à noter ces 3 dernières années sur la gestion globale du site. Cependant, le niveau de suivi ne correspond pas aux standards exigés par un site relevant de la réglementation SEVESO.

### 2-4) Fiches de constats

NC3\_2019 – Fréquence analyses eaux indus insuffisante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

Fréquence mensuelle pour tous les paramètres à suivre

**Constats :**

**Constats précédents :**

Lors de la visite du 11/04/2022 :

L'exploitant a présenté les analyses du 01/03/2022. Les analyses n'ont pas été réalisées à une fréquence mensuelle depuis le début d'année, bien que cela soit prescrit par l'arrêté préfectoral et l'autorisation spéciale de déversement.

L'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses mensuelle de ses rejets d'eaux industrielles.

Lors de la visite du 09/10/2023 :

La déclaration des résultats sous GIDAF a été réalisée pour les mois de mars et avril 2023. Une journée par mois a été renseignée. Le débit, la température et le pH ne sont pas renseignés dans GIDAF.

Lors de la visite, il n'y avait pas de déclaration de mai à septembre 2023 contrairement à ce qui est indiqué dans le courriel du 17/07/2023. Depuis, des déclarations ont été réalisées (juin). Il n'y a de déclaration des eaux superficielles pour mai et juillet. Il n'y a pas de déclaration des eaux souterraines pour juillet 2023.

Le pHmètre, le débitmètre et le thermomètre n'étant pas en place, il n'y a pas de relevé pour ces paramètres.

L'exploitant doit respecter les fréquences d'analyses des eaux superficielles et des eaux souterraines d'ici le 30/11/2023.

Constats du 03/10/2024 :

Les résultats d'analyses des eaux industrielles n'ont pas été saisis dans GIDAF.

L'exploitant a transmis les tableaux de suivi des rejets aqueux. Seul un rejet a été réalisé le 09/02/2024 pour l'année 2024. Le bordereau d'analyses a été transmis.

Un litige entre la société OXENA et le gestionnaire de réseaux VALENCE ROMANS AGGLO a eu lieu en février 2024 suite à un problème sur la station de traitement des eaux urbaines de Portes-Lès-Valence.

L'exploitant indique avoir choisi d'arrêter ses rejets et les stocker dans des GRV. A noter qu'aucun BSD de 2024 concernant des déchets liquides n'a été émis depuis février 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser la saisie des données d'autosurveillance dans GIDAF mensuellement, même en l'absence de rejet d'ici le 30/11/2024. Une explication indiquant la situation devra être mise dans les commentaires.

**Constats du 10/12/2024 :**

Les données d'autosurveillance n'ont pas été transmises dans GIDAF. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu de rejet d'eaux industrielles depuis février 2024.

Lors de la visite, un rejet était en cours (débit 1,84 m<sup>3</sup>/h et pH à 7 / 5 879 m<sup>3</sup> cumulés rejetés depuis l'installation du débitmètre le 25/04/2024). L'exploitant indique qu'il s'agit des eaux issues de l'osmoseur.



Photo du débitmètre du 10/12/2024

Il y a donc des rejets d'eaux industrielles et les analyses doivent être réalisées, y compris sur les eaux issues de l'osmoseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser la saisie des données d'autosurveillance dans GIDAF mensuellement sous 1 semaine. Les analyses des rejets aqueux doivent également être réalisées, y compris lorsque les eaux ne proviennent que de l'osmoseur sous 1 mois puis à une fréquence mensuelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

NC1\_2023 – État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2024

**Prescription contrôlée :**

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques



particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

#### **Constats :**

##### **Constats précédents :**

###### Lors de la visite du 28/03/2023 :

L'état des stocks a été transmis par courriel le 29/03/2023.

L'état des stocks ne mentionne pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. Il est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Il ne comporte pas les matières combustibles présentes (plastiques/cartons).

L'état des stocks est référencé dans le POI de 2021 page 28.

L'exploitant ne dispose pas d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux besoins de gestion d'un événement accidentel et d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population d'ici le 30/06/2023.

###### Lors de la visite du 09/10/2023 :

L'exploitant a présenté un état des stocks du jour. Il ne mentionne toujours pas les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX. L'exploitant ne dispose pas par ailleurs d'un état synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

L'exploitant doit remédier à cet écart d'ici le 30/11/2023.

###### Constats du 03/10/2024 :

L'exploitant indique qu'un changement d'ERP est prévu pour décembre 2025. Il permettra de sortir plus aisément un état des stocks conforme.

L'exploitant n'a pas modifié son état des stocks. Le rendu est toujours non-conforme (cf Constats précédents).

###### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique d'ici

le 30/11/2024.

**Constats du 10/12/2024 :**

L'exploitant a présenté un état des stocks du jour sans plan général des stockages. Un zonage a été partiellement mis en place mais est incomplet (certains stockages d'eau de Javel non localisés, emballages non localisés) et en l'absence de plan, celui-ci n'est pas compréhensible. L'état des stocks est faux, car les matières combustibles ne sont pas comptées en tonnes ou en m<sup>3</sup>. De plus, les produits ayant une mention de dangers H314 sont comptés deux fois. Les déchets ne sont pas mentionnés. Il n'est donc pas possible de connaître rapidement les quantités de produits et déchets ainsi que leur localisation en cas d'événement accidentel. L'exploitant n'a pas répondu à la demande et ne dispose pas d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer d'un état des stocks conforme et d'un état des stocks synthétique sous 2 mois.

**Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

NCM1-2023 – Conformité à l'EDD

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

**Constats lors de la visite du 28/03/2023 :**

Le bâtiment de stockage Nord n'a pas été construit. L'exploitant invoque une année 2022 difficile et incertaine financièrement, ce qui l'a fait mettre en pause son projet d'agrandissement. Il indique que l'étude par le cabinet d'architecte a été relancée. Le dépôt du permis de construire est prévu en juin 2023, auquel il convient d'ajouter 4 mois d'instruction du PC et 1 an de travaux avant la mise en service effective.

Aussi, dans l'attente de la réalisation de ce projet, les stockages de Javel sous forme de produits finis ne sont pas réalisés conformément à l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation. A noter que ces stockages sont susceptibles d'être à l'origine d'effets toxiques hors site lors d'un incendie.

L'exploitant doit exploiter ses installations conformément à l'étude de dangers ou l'actualiser d'ici le 30/06/2023.

Une mise en demeure du 10/05/2023 a été prise sur ce point.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 21/07/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande pour la mise à jour de l'étude de dangers auprès de la société DEKRA. Le planning prévoit une remise de l'étude de dangers actualisée au mieux fin octobre 2023. Lors de la visite, l'exploitant indique que l'étude n'a pas été commencée avec le bureau d'études.

Constats du 03/10/2024 :

L'étude de dangers n'a finalement pas été modifiée. L'exploitant a entrepris de construire le bâtiment de stockage des produits finis au Nord du bâtiment de production, après avoir démoli l'auvent Nord.

La construction est en cours. Le bâtiment est tout en béton (murs, charpente, toiture) afin de pouvoir potentiellement accueillir des panneaux photovoltaïques. La dalle de sol n'était pas encore coulée au jour de la visite.

L'exploitant indique qu'il envisage une mise en service du bâtiment (présence de stockages de produits finis) pour fin novembre 2024.

Au vu de ce qui précède et considérant l'imminence de la mise en conformité, il n'est pas proposé de sanction pour ce non-respect de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit informer l'inspection lors de la mise en service du bâtiment de stockage de produits finis.

Constats du 10/12/2024 :

L'inspection a constaté la présence de nombreuses palettes de produits finis contenant de l'eau de Javel en petits contenants dans le nouveau bâtiment Nord. L'exploitant indique que le bâtiment n'est pas tout à fait terminé (pas de portes notamment).

Les stockages de produits finis sont présents à l'emplacement prévu dans le dossier de demande d'autorisation. **La mise en demeure du 10/05/2023 est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suites

NC3\_2024 bis – Absence de rétention dans le bâtiment « produits finis »

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

**Constats du 10/12/2024 :**

L'inspection a constaté la présence de nombreuses palettes de produits finis contenant de l'eau de Javel en petits contenants dans le nouveau bâtiment Nord. L'exploitant indique que le bâtiment n'est pas tout à fait terminé (pas de portes notamment). Ce stockage n'est pas sous rétention étanche, car les zones de dilatation de la dalle béton ne sont pas jointées, la grande porte côté Est ne comporte pas de seuil, et, à l'extérieur de cette porte, le sol n'est pas revêtu.

Page 245, l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation du 02/03/2021 prévoit "Futur bâtiment de stockage des produits finis conditionnés : 640 m<sup>3</sup> (eau de Javel conditionnée en contenants < 250 l)+ éventuelles eaux d'extinction incendie - Local de stockage des PF sur sa propre rétention de capacité de 500 m<sup>3</sup>, permettant de contenir un déversement accidentel (20 % de la capacité totale des récipients) et les eaux d'extinction incendie".

Le stockage n'est pas réalisé sous rétention tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation. De plus, aucune mesure compensatoire n'est mise en place. Une pollution des sols et de la nappe est possible.

**Une mise en demeure est proposée à monsieur le préfet de la Drôme sur ce point.**

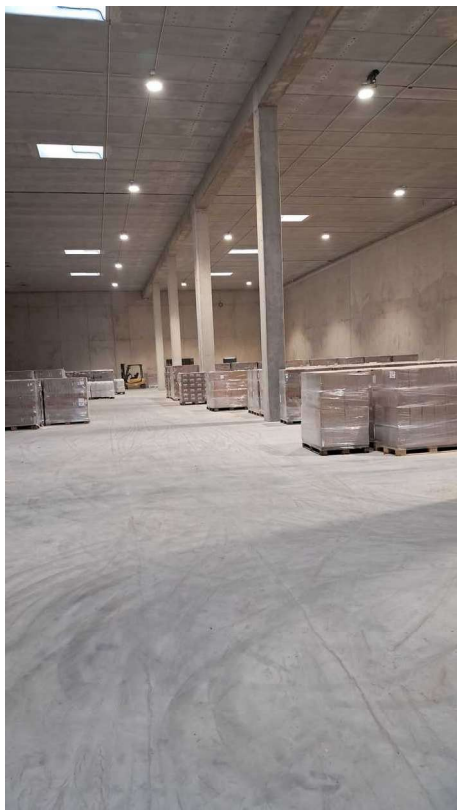


Photo de l'intérieur du bâtiment de stockage Nord des produits finis du 10/12/2024

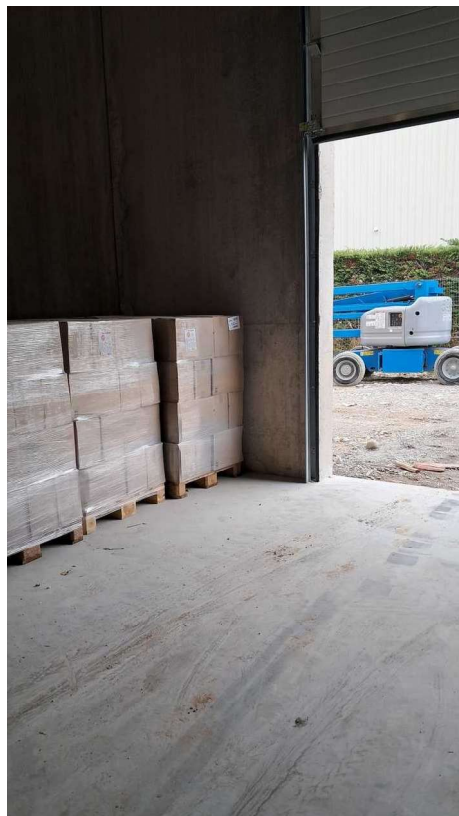


Photo prise de l'intérieur du bâtiment de stockage Nord de la porte Est donnant sur l'extérieur non bitumé ou bétonné du 10/12/2024



Photo d'une fissure du sol du bâtiment Nord du 10/12/2024



Photos des bords de la dalle béton du bâtiment Nord sans joint du 10/12/2024

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit stocker sur une rétention correctement dimensionnée et étanche ses produits finis et conformément à son dossier de demande d'autorisation sous 2 mois.

**Considérant les risques de pollution du sol et des eaux souterraines, une mise en demeure est proposée sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

NC2\_2023 – POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2024

**Prescription contrôlée :**

À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise

son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

#### **Constats :**

##### Constats précédents

##### Constats du 28/03/2023 :

Le POI est basé sur l'étude de dangers de 2021. Cependant, les installations ne sont pas exploitées conformément à cette étude de dangers, notamment sur la partie stockages Nord, car l'extension n'a pas été construite.

Le POI ne comprend pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit corriger ces points d'ici le 30/06/2023.

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis un POI actualisé.

Les plans présentés dans le POI sont disparates : ils représentent parfois les bâtiments existants, parfois ceux en projet. Les distances d'effets toxiques sont basées sur le projet, pas sur l'activité actuelle.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant doit revoir son POI en ajoutant les éléments ci-avant d'ici le 31/12/2023.

##### Constats du 03/10/2024 :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

**Constats du 10/12/2024 :**

L'exploitant a transmis son POI version novembre 2024 le 13/12/2024.

Le POI ne comprend toujours pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent ; en effet, les dispositions indiquées en page 61 du pdf sont imprécises et ne sont pas opérationnelles (indication des grands axes sans précision sur qui, quoi, où, quand, comment),
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; en effet, les équipements précis, les substances pouvant être prélevées, les milieux de prélèvement et leur disponibilité ne sont pas précisés
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ne sont pas précisés. Seul le laboratoire CERECO est mentionné pour les matrices eaux et sols page 69 du pdf. Aucun organisme n'est prévu pour les analyses de l'air alors que les scénarios d'incendie sont susceptibles de générer des produits chlorés avec des effets toxiques des fumées.
- les substances recherchées dans les différents milieux indiquées sont les dioxines et les furannes dans l'atmosphère (page 67 du pdf). Les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisies ne sont pas précisées. Les chlorates, chlorites, chlore libre, chlore total, chloroforme, dichloromono-bromométhane sont mentionnés dans la surveillance des eaux souterraines avec les motifs de surveillance. Il n'est pas précisé les dispositions de surveillance prises en cas d'accident ni comment les mettre en œuvre.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son POI dans les plus brefs délais et sous 2 mois maximum.

**Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**NC3\_2023 – POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition

de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Constats précédents :**

Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

Le POI ne justifie pas de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.

L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 30/06/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Cette version n'intègre toujours pas la justification de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment hors heures ouvrées.

L'exploitant doit corriger ce point d'ici le 31/12/2023.

Constats du 03/10/2024

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

**Constats du 10/12/2024 :**

Dans la version de novembre 2024 du POI, il est indiqué qu'une astreinte est mise en œuvre pour le personnel avec la garantie d'un délai de levée de doute de 35 min. Les personnes d'astreinte sont listées.

La disponibilité des organismes chargés des prélèvements en phase accidentelle n'est pas indiquée. La disponibilité du matériel de prélèvement n'est pas précisée.

La disponibilité de l'eau d'extinction est présentée. Cependant, seul un poteau incendie et les réserves d'eau du site sont recensés, sans plan de localisation. Cette partie n'est pas suffisamment opérationnelle.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier, sous 2 mois, de la disponibilité des organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité dans son POI.

**Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

NC4\_2023 – POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action



<p>corrective</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents :</b></p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>Le POI ne précise pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI. Les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement sont rapidement abordés et reposent principalement sur l'intervention de sociétés spécialisées.</p> <p>L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023.</p> <p><u>Constats du 03/10/2024 :</u></p> <p>Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p> <p><b>Constats du 10/12/2024 :</b></p> <p>Dans la version de novembre 2024 du POI, page 59 du pdf, il est mentionné la méthodologie très générale à mettre en œuvre pour la remise en état du site et nettoyage de l'environnement.</p> <p>L'analyse précise est renvoyée vers l'intervention d'une entreprise tierce. Le nom d'une entreprise susceptible d'intervenir dans la dépollution post-accidentelle est mentionné page 69. Les modalités précises ne sont pas indiquées.</p> <p>Cette approche n'est pas suffisamment opérationnelle. Cependant, l'exploitant a tout de même répondu à la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### NC5\_2023 – POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.15.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours pour tester le POI. Une version papier et une version électronique du POI sont transmises à l'inspection des installations classées et au service</p>

<p>d'incendie et de secours à chaque mise à jour.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions lui est adressé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents :</b></p> <p><u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu d'un exercice d'évacuation du 07/10/2022. Il ne s'agit pas d'un exercice POI. L'inspection n'a pas été informée de la date retenue de l'exercice et n'a pas été destinataire du compte-rendu.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 30/09/2023.</p> <p><u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI en liaison avec le SDIS et tenir l'inspection informée de la date retenue. Le compte-rendu lui sera adressé d'ici le 31/12/2023.</p> <p><u>Constats du 03/10/2024</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI.</p> <p>Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant indique avoir prévu un exercice POI le 20/11/2024.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit réaliser un exercice POI d'ici le 30/11/2024 et transmettre le compte-rendu à l'inspection. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.</p> <p><b>Constats du 10/12/2024 :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le compte-rendu d'un exercice incendie dans la zone Berlingots du 20/11/2024 en présence du Bureau de la Planification et de la Gestion de l'Evènement et du SDIS 26. L'exploitant a répondu à la demande.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le scénario choisi pour l'exercice ne portait pas sur un accident majeur. Aussi, il conviendra de réaliser un futur exercice sur un scénario d'accident majeur, notamment sur le bâtiment de stockage Nord des produits finis.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### NC6\_2023 – Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte

**Constats :****Constats précédents :**Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

- a) Les personnes habilitées à déclencher le POI sont le chef d'établissement et l'animateur QSE. Les moyens de premières interventions sont listés.
- b) Le responsable des liaisons avec l'autorité responsable du PPI est le chef d'établissement. Son intérim n'est pas prévu.
- c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite ;
- d) le système d'alerte et évacuation est indiqué.

La liste des contacts est incomplète et n'est pas à jour.

L'exploitant indique que la pompe de relevage située en amont du bassin de rétention ne fonctionnerait pas en cas de coupure électrique. Il indique que les liquides seraient dirigés vers le point bas du site, la cour camion, qui communique de manière gravitaire vers le bassin de rétention.

L'incendie des stockages de plastiques n'est pas mentionné dans le POI. Le POI doit comprendre les mesures d'urgences à prendre pour l'ensemble des scénarios ayant des effets sur le site.

Les éléments manquants ci-avant doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.

Le PC ex prévu (bureau du chef d'exploitation) est situé dans les zones d'effets irréversibles. Ce local n'est pas une salle de confinement. L'exploitant doit revoir l'emplacement du PC ex d'ici le 30/06/2023.

Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une mise à jour du POI.

L'intérim du DOI est prévu.

- c) La description des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre)

Il n'y a pas de cartographie des effets thermiques de l'incendie des emballages plastiques, seulement les distances d'effets. Les mesures d'urgence à prendre en compte ne sont pas précisées.

Le PC ex est prévu toujours prévu sur le site dans la zone des effets irréversibles toxiques. Il n'est pas précisé qu'il s'agit d'une salle de confinement.

L'exploitant doit revoir le POI en tenant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.

Constats du 03/10/2024 :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

**Constats du 10/12/2024 :**

Dans la version de novembre 2024 du POI, les éléments suivants sont non-conformes :

b) Le nom ou la fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention n'est plus précisé (page 26 du pdf : « Un représentant de l'entreprise Oxena laboratoire »).

c) La description complète des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur n'est pas faite dans la dernière version du POI (pas de listing des événements pouvant survenir avec en face les dispositions à mettre en œuvre). Seule une brève description pour la chaîne d'alerte pour l'incendie est indiquée. Les mesures à mettre en œuvre sur site sont génériques.

L'incendie de la zone de stockage des bouchons et des cartons ne correspond pas à la réalité du site. En effet, cette zone n'est pas dédiée au stockage mais à la production (zone Berlingots de Javel).

Les cartographies des zones d'effets thermiques de l'incendie du stockage d'emballages plastiques et toxiques de l'incendie du stockage Nord des produits finis sont présentes.

Par exemple, une mesure opérationnelle essentiellement dans la bonne gestion de n'importe quel événement accidentel n'est pas mentionnée : vérifier que la vanne avant rejet vers les puits d'infiltration est bien maintenue fermée.

L'emplacement du poste de commandement exploitant (PC ex) a été modifié. Cependant, des éléments peu clairs sont relevés : il est mentionné page 40 du pdf que le PC ex peut être chez les TRANSPORTS MARTIN et page 50 il est mentionné la mise en place d'un centre de regroupement des moyens chez IGGESUND DECOUPE FRANCE. Les modalités d'accès à ces deux lieux ne sont pas précisées, notamment hors heures ouvrées. Ces éléments doivent être clarifiés. Il est à noter que le PCex chez les TRANSPORTS MARTIN n'est pas adapté en cas de vent venant du Sud (sous les zones d'effets toxiques).

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum.

**Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**NC7\_2023 – Contenu POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

#### **Prescription contrôlée :**

- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site

#### **Constats :**

##### **Constats précédents :**

##### Constats lors de la visite du 28/03/2023 :

- e) Une fiche de communication est prévue pour le DOI (directeur des opérations). Un modèle de communiqué de presse est présent.
- f) Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours ne sont pas prévues
- g) les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont pas prévues (notamment DOI, responsable intervention...)
- h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas présentes dans le POI.

Les éléments manquants doivent être complétés d'ici le 30/06/2023.

##### Constats lors de la visite du 09/10/2023 :

Par courriel du 17/07/2023, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI.

Les dispositions visant en situation d'urgence à guider les services de secours sont prévues (responsable intervention). L'intérim pour le responsable intervention n'est pas prévue.

Les dispositions prises pour former le personnel sont prévues de manière annuelle.

Les mesures d'atténuation prises hors site portent principalement sur les mesures post-accidentelles.

L'exploitant doit mettre à jour son POI en tant compte des remarques ci-avant d'ici le 31/12/2023.

##### Constats du 03/10/2024 :

Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

##### **Constats du 10/12/2024 :**

e) Dans la version de novembre 2024 du POI, le DOI (directeur des opérations) est en charge de la communication (page 33 du pdf). Un modèle d'appel d'urgence est présent. Il n'y a plus de modèle de communiqué de presse, contrairement à la version précédente du POI.

f) Il est prévu page 38 du pdf que le responsable d'intervention a pour mission de « Veiller à l'intégration des secours publics ». Cependant les plans présentés dans le POI ne sont pas à jour (plans sans le nouveau bâtiment Nord page 1 et page 47, plan page 77 sans la zone de stockage extérieure Nord-Ouest). Cela ne répond pas à la prescription du f) visant à mettre à disposition des services de secours les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.

g) Les dispositions de formation du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter ne sont plus indiquées.
h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation portent principalement sur les dispositions post-accidentelles.
L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum. <b>Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## NC8\_2023 – Contenu POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> <b>Constats précédents :</b> <u>Constats lors de la visite du 28/03/2023 :</u> i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas prévues dans le POI. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 30/06/2023. <u>Constats lors de la visite du 09/10/2023 :</u> Le POI actualisé ne comporte toujours pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant doit compléter ce point d'ici le 31/12/2023. <u>Constats du 03/10/2024 :</u> Le POI n'a pas été modifié depuis la dernière visite d'inspection. Les constats réalisés lors de la visite précédente sont toujours valables. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u> L'exploitant doit mettre en conformité son POI en tenant compte des écarts constatés lors des visites précédentes d'ici le 30/11/2024. Si ce délai n'est pas respecté, une mise en demeure sera proposée.

<b>Constats du 10/12/2024 :</b> Dans la version de novembre 2024 du POI, le détail des produits de décomposition des fumées toxiques est mentionné. Cependant, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses ne sont pas précisées. L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en conformité son POI dans les plus brefs délais, sous 2 mois maximum. <b>Une mise en demeure est proposée sur ce point à monsieur le préfet de la Drôme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## NC2\_2023bis – Absence étiquetage produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.[...]
<b>Constats :</b> <b>Constats précédents :</b> <u>Constats du 09/10/2023 :</u> Quelques GRV sont stockés sur la zone de dépotage de la Javel vrac. L'exploitant indique qu'ils contiennent de l'eau de Javel. L'étiquetage est absent ou faux (reconditionnement dans un contenant ayant contenu un autre produit). L'exploitant doit étiqueter correctement les produits chimiques d'ici le 30/11/2023. Le nom et les pictogrammes de dangers doivent apparaître. <u>Constats du 03/10/2024 :</u> Les GRV de produits chimiques dans la zone Ouest du site ne comportent pas le nom du produit, ni les pictogrammes, ni les mentions de dangers. Seule la référence interne est mentionnée. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> L'exploitant doit disposer d'un étiquetage complet et conforme sur l'ensemble des produits chimiques selon le règlement CLP (nom, pictogrammes, mentions de dangers, conseils de prudence) d'ici le 30/11/2024.  <u>Constats du 10/12/2024 :</u> Les produits chimiques présents dans la zone Nord-Ouest extérieure présentent désormais des pictogrammes de dangers. Cependant, seules les références internes sont mentionnées. Celles-ci ne sont pas explicites quant aux produits contenus. Les mentions de dangers et conseils de prudence ne sont pas indiqués.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit disposer de fûts, réservoirs et autre emballages comportant en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément

au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés (nom, mentions de dangers, conseils de prudence) sous 1 mois.

**Considérant les antécédents de déchets historiques sur ce site et les difficultés d'identification de ces déchets, une mise en demeure est proposée à monsieur le Préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, produits chimiques

**Proposition de délais :** 1 mois

NC4\_2023bis – Rétention avec eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

**Constats :**

**Constats précédents :**

L'inspection a constaté que des eaux pluviales sont présentes dans la rétention extérieure de Javel. Le volume de rétention ne laisse pas de marge pour les eaux de pluie.

L'exploitant doit vidanger les eaux pluviales de la rétention extérieure de Javel selon la procédure adéquate d'ici le 15/11/2023 maximum.

Constats du 03/10/2024

La rétention des cuves de Javel extérieure n'est pas vide. L'exploitant indique que les eaux de rinçage des tuyaux des camions citerne sont dirigées vers cette rétention. Il indique que la quantité d'eaux pluviales entrant dans la rétention est nettement moindre depuis la réalisation de l'auvent.

Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant indique que la rétention a été vidangée mais que les récentes pluies ont pénétré dans la rétention malgré l'auvent. Il prévoit la mise en place de retombées sur les côtés de l'auvent afin de limiter ce phénomène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant doit vidanger dès que possible les eaux présentes dans la rétention des cuves de Javel extérieures et en tout état de cause sous 1 semaine au plus tard.

**Constats du 10/12/2024 :**

La rétention a été vidée en partie. Il reste un fond d'eau (quelques cm). L'exploitant indique que le fond d'eau est dû aux récentes pluies, l'auvent ne protégeant pas complètement la rétention.

L'exploitant déclare manquer de personnel formé pour la vidange de la rétention en GRV mais qu'il est prévu de former un autre agent.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

NC1\_2024 - Stockage d'emballages plastique hors zone

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024</li></ul> |
|---|

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Le stockage de matières plastiques au Sud est implanté à une distance d'au moins 12 mètres des limites de propriété et d'au moins 10 m des autres installations.[...]
---

<b>Constats :</b>
-------------------

<u>Constats du 03/10/2024</u>
-------------------------------

Lors de la visite, des stockages de bidons vides plastiques sont présents en quantité significative à proximité de la station de pré-traitement, en dehors de l'auvent de stockage prévu à cet effet.
---

Ce point est non-conforme à l'étude de dangers et présente un risque de propagation d'incendie au bâtiment principal.
---

Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant s'est engagé à supprimer les excédents de stocks d'emballages plastique mal positionnés d'ici le 22/10/2024.
---

<u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u>
--

L'exploitant doit stocker les emballages plastique sous l'auvent conformément à l'étude de dangers et à plus de 10 m des autres installations sous 1 semaine. Des photos justifiant de l'accomplissement de cette action seront transmises à l'inspection.
--

<b>Constats du 10/12/2024 :</b>
---------------------------------

La plupart des emballages plastique sont stockés sous l'auvent dédié. Il reste néanmoins quelques palettes qui sont proches du bâtiment de production. L'exploitant indique qu'il s'agit du besoin journalier pour alimenter la production.
---

Les quantités présentent hors zone dédiée ayant nettement diminué, les risques de propagation d'incendie sont mieux maîtrisés.
--

L'exploitant a répondu à la demande.
--------------------------------------

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

NC2\_2024 – Rejets aqueux Bassin Sud

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.7.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
---

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>
--

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024</li></ul> |
|---|

**Prescription contrôlée :**

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Le rejet direct des eaux pluviales de voirie, même après traitement, est interdit.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m<sup>3</sup>. Cette capacité doit être disponible en permanence.

Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.

L'échantillon prélevé doit être représentatif des eaux contenues dans le bassin.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres suivants et doivent être inférieures aux valeurs limites fixées ci-après :

Hydrocarbures totaux : 1 mg/L

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,1 µg/L

tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 µg/L

chlorure de vinyle : 0,5 µg/L

1,2-dichloroéthane : 3 µg/L

total des trihalométhanes (THM) : 100 µg/L

chlore libre et total : /

chlorites : 0,20 mg/L

chlorures : 250 mg/L

conductivité : > ou égale à 180 et < ou égale à 1000 µS/cm à 20 °C

pH : > ou égal à 6,5 et < ou égal à 9

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.

Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection.

Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.

Les analyses préalables au rejet et le comparatif aux valeurs limites sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection.[...]

**Constats :****Constats du 03/10/2024**

L'exploitant indique que seuls deux rejets du bassin de rétention Sud vers les puits d'infiltration ont été réalisés : un le 11/01/2024 (42,75 m<sup>3</sup>) et un le 16/04/2024 (28,5 m<sup>3</sup>). L'exploitant a présenté les rapports d'analyses internes sur ces deux rejets. Ils portent sur le test de KI, l'odeur, la conductivité, le chlore libre et le pH.

Les paramètres analysés ne sont pas conformes.

Il n'y a pas de procédure établie pour encadrer le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser les analyses avant rejet en infiltration sur l'ensemble des paramètres

prévus par son arrêté préfectoral d'ici le prochain rejet.

Il doit mettre en place une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin Sud d'ici le 30/11/2024.

**Constats du 10/12/2024 :**

L'exploitant déclare ne pas avoir vidangé le bassin de rétention Sud. Il n'a pas mis en place de procédure pour réaliser correctement la vidange. La mise en place d'une procédure est cruciale pour prévenir la pollution des eaux souterraines.

L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer d'une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin de rétention Sud sous 1 mois.

**Considérant les risques de pollution des eaux souterraines en cas d'infiltration d'eaux polluées et considérant que cette procédure et sa mise en œuvre font partie des seules barrières prévenant la pollution, l'inspection propose une mise en demeure à monsieur le préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

NC3\_2024 – Rétention non étanche zone Ouest

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.[...]

**Constats :**

Constats du 03/10/2024 :

La nouvelle zone Ouest où sont stockés des déchets et des produits chimiques en petits contenants est en béton mais n'est pas étanche. Les joints de dilation ne sont pas comblés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit stocker ses produits dangereux sur une rétention étanche sous 1 semaine. Des photos seront transmises à l'inspection une fois les travaux réalisés.

**Constats du 10/12/2024 :**

Les joints du sol de la zone extérieure Nord-Ouest où sont toujours stockés des déchets et des produits chimiques en petits contenants ne sont toujours pas réalisés. L'exploitant déclare que la rétention est reliée au bassin de rétention Sud. L'exploitant a présenté un devis du 26/09/2024 de l'entreprise FERREIRA BATIMENT indiquant la réalisation des enrobés. L'exploitant indique que les joints sont compris dans la prestation. Cependant, le devis ne précise pas que des travaux sont

prévus sur la dalle de la zone extérieure Nord-Ouest. L'étanchéité de la zone de rétention n'est pas assurée. L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit stocker les produits dangereux pour l'environnement sur des rétentions étanches sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### NC4\_2024 – Quai de chargement camions non étanche

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.12.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout autre dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
<b>Constats :</b> <u>Constats du 03/10/2024 :</u> Le quai de chargement des camions côté Est n'est pas étanche. En effet, à l'occasion des travaux, l'étanchéité du quai a été démolie sur sa partie Nord et la terre est visible. Un "dos d'âne" en béton a été réalisé mais le caniveau récupérant les potentiels épandages et les eaux pluviales n'a pas été obstrué. Aussi, une pollution des sols est possible en cas d'épandage.  <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u> L'exploitant doit étanchéfier la zone des quais de chargement camions au plus tôt et en tout état de cause sous 15 jours maximum.  <b>Constats du 10/12/2024 :</b> La zone de quais existants n'a pas été modifiée depuis la dernière visite et n'est toujours pas étanche alors que les quais existants sont utilisés quotidiennement pour le chargement des produits finis. L'exploitant indique que les travaux sont prévus mais pas très prochainement. Une reprise bitumée est prévue (vu devis FERREIRA BATIMENT du 26/09/2024 mentionnant " <i>PREPARATION POUR ENROBE DEVANT LES QUAIS DE DECHARGEMENT - A - Sciage des enrobés pour raccordement avec l'existant, décroulage, décapage sur 20 cm, remise en forme des pentes, apport de 0/80, fourniture et mise en œuvre d'une couche de réglage sur 5 cm, y compris compactage. Préparation pour enrobé complémentaire suite à négociation avec Maître d'ouvrage.</i> ").

L'exploitant n'a pas produit d'éléments justifiant de la validation du devis.  
L'exploitant n'a pas répondu à la demande.

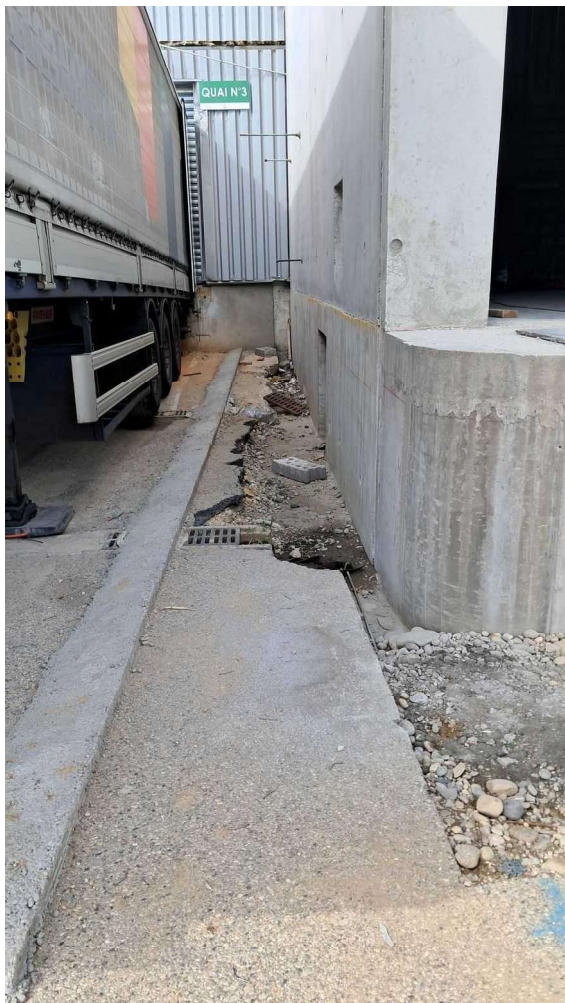


Photo du bord des quais prise lors de la visite  
du 03/10/2024

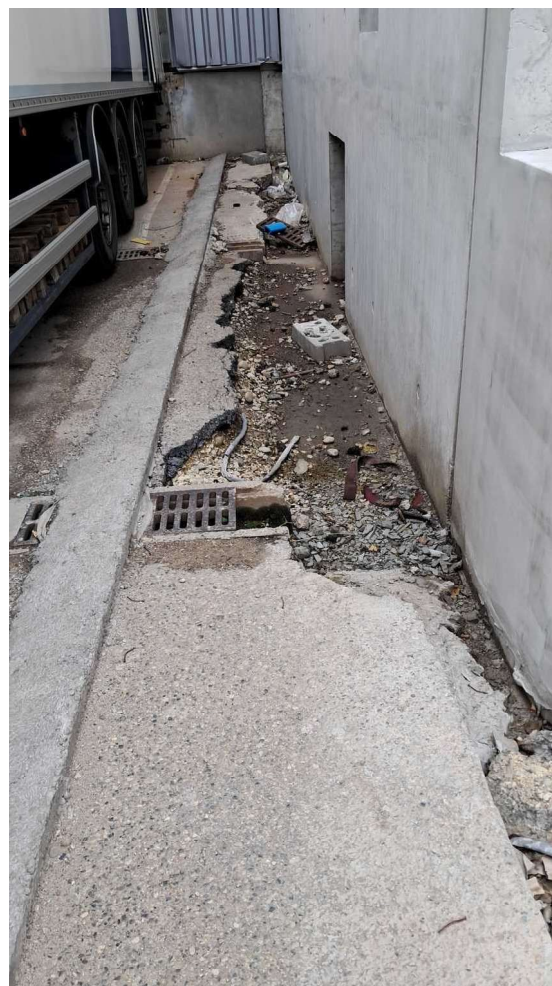


Photo des quais prise lors de la visite du  
10/12/2024

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les quais de chargement/déchargement des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être étanches sous 1 mois.

**Considérant les quantités significatives de produits dangereux manipulées au droit de cette zone et les risques de pollution des eaux souterraines et du sol, une mise en demeure est proposée à monsieur le préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

NC5\_2024 – Étanchéité bassin de rétention Sud

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 8.12.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications sont effectuées au moins annuellement.

**Constats :****Constats du 03/10/2024 :**

Le bassin de rétention Sud a été vidangé seulement deux fois en 2024. Le jour de la visite, la hauteur d'eau présente est peu élevée. Des pluies importantes et récentes pourraient laisser penser que le bassin, qui recueille l'ensemble des eaux pluviales du site, devrait être davantage rempli. Il y a un doute sur l'étanchéité du fond du bassin.

Il n'y a pas de procédure d'entretien et de surveillance de l'étanchéité de ce bassin. L'exploitant indique avoir prévu la vérification de l'étanchéité d'ici la fin d'année.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir la procédure de surveillance et d'entretien du bassin de rétention Sud des eaux incendie/épandage et réaliser la vérification de l'étanchéité d'ici le 30/11/2024.

**Constats du 10/12/2024 :**

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de procédure d'entretien et de surveillance du bassin Sud. Il envisage de changer complètement la bâche de la rétention, notamment, car il n'a pas d'élément sur l'âge de la bâche. Il déclare que l'entreprise qui sera chargée de changer la bâche doit mettre en place un point bas afin de pouvoir réaliser la vidange aisément. Il est en attente du devis. Il déclare que l'entreprise qui est intervenue n'a pas constaté de trou ou fissure dans la bâche.

Il est à noter toute de même que ce constat a été réalisé sans une vidange complète du bassin et qu'aucun engagement écrit du prestataire n'a été présenté à l'inspection. L'inspection a constaté que le niveau d'eau n'a pas monté significativement dans le bassin alors que des pluies ont eu lieu en novembre 2024.

L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation du contrôle annuel d'étanchéité de la rétention Sud et n'a pas mis en place de procédure ad hoc.



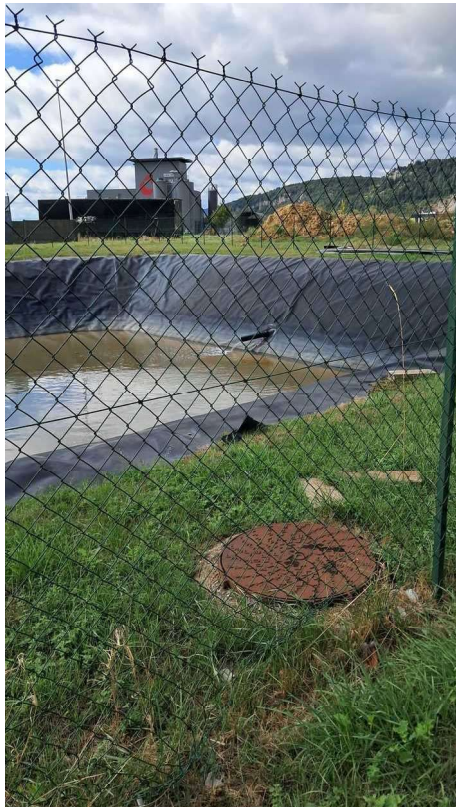


Photo du bassin de rétention Sud prise lors de la visite du 03/10/2024



Photo du bassin de rétention Sud prise lors de la visite du 10/12/2024

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier de la réalisation du contrôle annuel d'étanchéité de la rétention du bassin Sud et doit transmettre les consignes écrites précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité de ce dispositif de rétention sous 1 mois.

**Considérant les risques de pollution des sols et des eaux souterraines en cas de non étanchéité de la bâche du bassin de rétention Sud, une mise en demeure est proposée à monsieur le préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**NC6\_2024 – Etanchéité tuyauterie poste dépotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etanchéité tuyauteries

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/11/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents

<p>susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats du 03/10/2024</u></p> <p>L'inspection a constaté une fuite goutte-à-goutte sur la tuyauterie du poste de dépotage extérieur au Nord de la rétention des cuves de Javel. La fuite tombe dans la rétention des cuves.</p> <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser la fuite de Javel au poste de dépotage et en tout état de cause d'ici le 30/11/2024 au plus tard. Il convient qu'une ronde de vérification assortie d'une traçabilité soit mise en place sur les équipements les plus critiques.</p> <p><b>Constats du 10/12/2024 :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la tuyauterie fuyarde a été remplacée et ne fuit plus. En revanche, l'exploitant indique que la traçabilité des rondes effectuées a été mise en place mais n'a pas tenu dans le temps. L'inspection a constaté qu'une autre fuite est apparue sur une bride devant la cuve n°2 (entre la cuve et le bâtiment). La fuite tombe dans la rétention. L'exploitant indique que la fuite avait été identifiée et que la bride va être changée.</p> <p>L'exploitant a donc partiellement répondu à la demande.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions adéquates pour faire cesser la fuite de Javel sur une bride devant la cuve n°2 (entre la cuve et le bâtiment) et en tout état de cause d'ici le 31/01/2025 au plus tard.</p> <p>Il convient qu'une ronde de vérification assortie d'une traçabilité soit mise en place sur les équipements les plus critiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

#### NC7\_2024 – Débordement cuves d'eau osmosée

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats du 03/10/2024</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que de l'eau coulait abondamment (pendant plus de 30 min) vers le bassin de rétention des eaux incendie Sud alors qu'il n'y avait pas eu de pluie depuis</p>



<p>plusieurs heures.</p> <p>L'exploitant indique avoir des débordements de cuves d'eau osmosée dans les périodes hors heures ouvrées. Les eaux rejoignent le réseau d'eaux pluviales qui monte en charge puis est vidangé par une pompe de relevage lorsqu'un certain niveau est atteint. Il indique que l'eau qui coule vers le bassin est issue de ces débordements de la nuit. Plusieurs cuves d'eau osmosée sont présentes et sont remplies par débordement de l'une vers l'autre. L'exploitant indique qu'un niveau haut a été mis en place mais qu'il n'est pas placé sur la bonne cuve (cuve la plus haute). Il prévoit de modifier ce point.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas pris toutes les mesures adéquates pour réduire au maximum ses flux d'eau.</p> <p><u><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></u></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système concernant le remplissage des cuves d'eau osmosée permettant de supprimer les débordements récurrents de ces cuves d'ici le 31/12/2024.</p> <p><b>Constats du 10/12/2024 :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'un deuxième osmoseur a été mis en service. Il permet l'utilisation en flux tendu de l'eau osmosée pour la ligne de conditionnement OLMOS 5L, sans passage par les cuves extérieures d'eau, ce qui réduit les fuites. L'exploitant indique que des capteurs niveau haut ont été livrés et sont en attente d'installation.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de fuite au droit des cuves d'eau osmosée lors de la visite.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système concernant le remplissage des cuves d'eau osmosée permettant de supprimer les débordements récurrents de ces cuves d'ici le 28/02/2025.</p> <p>La mise en conformité est de la responsabilité de l'exploitant, ce point ne sera pas suivi par l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
--

#### NC1\_2024bis – Côte NGF des ouvrages de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 4.10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les têtes des piézomètres et du puits ne sont pas nivelées en mètre NGF. Cela ne permet pas de vérifier de manière fiable le sens d'écoulement de la nappe au droit du site. Une pollution chlorée et bromée a été détectée au niveau du puits P1 et du piézomètre Pz1 depuis septembre 2024. Afin</p>

de pouvoir définir la provenance de la pollution, le sens d'écoulement de la nappe doit être contrôlé à chaque campagne, ce qui ne peut être fait de manière fiable en l'absence de cotation en mètres NGF.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance doivent être nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne de mesures sous 3 mois.</p> <p><b>Considérant l'importance de la détermination du sens d'écoulement des eaux souterraines en présence d'une pollution au droit du puits P1 et du piézomètre Pz1, une mise en demeure est proposée à monsieur le préfet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### NC2\_2024bis – Pollution des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 2.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.</p> <p>Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément à l'article 2.7.1, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.7.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p>

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse mensuelle à trimestrielle, le rapport de synthèses est transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la mesure.[...]

#### Constats :

L'exploitant ne réalise pas la déclaration dans GIDAF de son autosurveillance des eaux souterraines pour toute l'année 2024. L'inspection s'est fait remettre les bulletins d'analyses trimestrielles des eaux souterraines en mains propres lors de la visite. Les mesures ont été réalisées les 07/03/2024, 02/05/2024, 17/09/2024 et le 07/11/2024. La fréquence trimestrielle d'autosurveillance est respectée.

Les mesures de septembre et novembre 2024 laissent apparaître des pollutions au droit du puits P1 et du piézomètre Pz1 (aval des puits d'infiltration).

Paramètres	17/09/2024 Puits P1	Pz1	07/11/2024 Puits P1	07/11/2024 Pz1
chloroforme	0,116 mg/L	0,002 mg/L	0,6 mg/L	0,0046 mg/l
bromodichlorom éthane	0,009 mg/L	< LQ	0,1 mg/L	< LQ
chlorodibromom éthane	0,005 mg/L	< LQ	0,06 mg/L	< LQ
bromoforme	0,0048 mg/L	< LQ	0,03 mg/L	< LQ
chlorate	5,7 mg/L	< LQ	non mesuré	non mesuré
conductivité	1 600 µS/cm	435 µS/cm	3 400 µS/cm	450 µS/cm

La pollution est plus faible au Pz1 en septembre et novembre 2024.

Les piézomètres Pz2 et Pz3 ne présentent pas d'anomalie.

La hauteur d'eau a été mesurée en Pz1, Pz2 et Pz3 mais pas en P1 en novembre 2024.

La hauteur d'eau a été mesurée en septembre 2024 sur tous les points de surveillance.

Le sens d'écoulement de la nappe n'est déterminé pour aucune campagne et en l'absence de cotation NGF, il est difficile de tirer des conclusions sur l'origine de la pollution.

L'exploitant déclare ne pas avoir eu de déversement accidentel sur site depuis plusieurs années. Il indique avoir fait faire des mesures le 28/11/2024 par le laboratoire CERECO. Il est dans l'attente des résultats.

L'exploitant indique faire une surveillance de la conductivité des eaux issues du puits P1. Le 09/12/2024, la conductivité mesurée en interne est de 1 728 µs/cm, ce qui indique une anomalie. Il déclare que les résultats de cette surveillance interne depuis fin septembre 2024 montrent un pic de conductivité en début de semaine avec une baisse durant la semaine, puis un nouveau pic les lundis.

L'exploitant n'a pas averti l'inspection de cette pollution identifiée et du plan d'actions associé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déclarer dans GIDAF son autosurveillance des eaux souterraines dans le mois qui suit la réalisation des mesures. Les résultats de 2024 doivent être portés dans GIDAF d'ici le 28/02/2025.

En l'absence de détermination du sens d'écoulement de la nappe, l'origine de la pollution ne peut être déterminée. L'exploitant doit transmettre à l'inspection son plan d'investigations et d'actions quant à l'identification et à la réduction de la pollution d'ici le 28/02/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective